

Séance du 23 mars 2021

DELIBERATION
N° CFVU-2021-03-PMD-64

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 33
Voix favorables : 33
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0



relative au régime des études et contrôle des connaissances du

Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Droit Social
Parcours Droit et Management Social de l'Entreprise -
Apprentissage

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 février 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master Deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit Social parcours Droit de Management Social de l'Entreprise.**

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 **Objectifs de la formation**

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours Droit et management social de l'entreprise (DMSE), est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit social et en gestion des ressources humaines.

Informations complémentaires sur la formation

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

ARTICLE 2 **Conditions d'accès**

Droit à poursuite d'études : étudiant ayant été sélectionné à l'Université Toulouse Capitole en 1^{ère} année de master Mention Social parcours type Droit et management social de l'entreprise.

L'accès en deuxième année d'une formation du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master est de droit pour les étudiants qui ont validé la 1^{ère} année du Master Mention Social parcours type Droit et management social de l'entreprise à l'Université Toulouse Capitole.

Pour tous les autres cas : l'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission.

ARTICLE 3 **Redoublement**

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par Le Président sur avis du jury d'examen.

ARTICLE 4 **Mobilité Internationale - Césure**

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrits dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un.e étudiant.e, inscrit.e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures) .

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixés par Le Président de l'établissement.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) correspondant à des blocs de compétences donnant droit à des crédits (ECTS).

Les compétences associées à chaque bloc de compétences sont décrites en annexe 2.

ARTICLE 6 Voie professionnelle

Le Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise est résolument tourné vers l'insertion, d'où une construction en formation initiale en alternance accueillant des jeunes en apprentissage et en contrat de professionnalisation. Pour les étudiants qui ne bénéficieraient d'aucun de ces contrats et seraient acceptés dans la formation, la 1^{ère} période en entreprise (alternance du semestre 3 du M2 DMSE) est remplacée par un projet tuteuré et la 2^{nde} période d'alternance (alternance du semestre 4 du M2 DMSE) par un stage d'entreprise d'une durée minimale de 3 mois et maximale de 6 mois.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 7 Organisation des examens

Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement.

ARTICLE 8 Modalités d'évaluation de la session d'examen

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un examen terminal écrit et/ou oral, ainsi que par un éventuel contrôle continu. Ces examens peuvent être organisés le samedi (cf. annexe 1).

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime, dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, pourra, après avis d'une commission, être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande au plus tard 10 jours après les épreuves de la session unique.

Le Président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis de la commission constituée par la composante pédagogique.

ARTICLE 9 Prévention du plagiat / Charte des examens

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 10 Bonifications

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11 Condition de validation des unités et des semestres

Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► **Par compensation :**

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

« L'étudiant peut refuser de bénéficier de la compensation inter- unités ou inter- semestrielle. Le refus de la compensation inter- unités ou inter- semestrielle est limité à l'année universitaire en cours. Le refus peut porter sur les résultats de la première session et / ou de la 2ème session sur les résultats de la compensation semestrielle ou inter- semestrielle. Le refus de compensation porte donc sur toutes les UE non validées d'un semestre ou d'une année. »

La demande écrite du refus de compensation doit parvenir à la scolarité de la composante pédagogique pour le refus de compensation au plus tard la veille de la tenue du jury.

Ce refus est définitif.

ARTICLE 12 Conditions d'obtention d'une mention

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- **PASSABLE** : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- **ASSEZ BIEN** : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- **BIEN** : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- **TRES BIEN** : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

ARTICLE 13 **Délivrance du diplôme de master**

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'HK', written over a red circular official stamp. The stamp contains the text 'UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE' around the perimeter and a central emblem depicting a figure with a book.

Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Compétences associées

Annexe 3 : liste des bonifications proposées par la composante dans le cadre de la formation

Annexe 1 Master 2 Droit Social parcours Droit et Management Social de l'Entreprise année 2021-2022

UE	Libellé Bloc de compétences	Libellé Enseignement	ECTS	Heures	Nature épreuve	Total Points Note CM
COMPETENCES TRANSVERSALES						
1	USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Outils de gestion et de communication	1	18	Contrôle continu	20
2	Niveau Expert : Maîtriser le droit de la relation individuelle de travail dans les organisations et sur le marché du travail	La relation individuelle de travail	5	40	Ecrit 3h	100
		Droit des conditions de travail	2	27	Contrôle continu	40
		Droit social européen et international	2	27	Ecrit 1h30	40
		Droit pénal et administratif du travail	1	14	Contrôle continu	20
3	Niveau Expert : Maîtriser le droit des relations sociales dans les organisations et sur le marché du travail	Ingénierie de la négociation et des conflits	5	40	ORAL	100
		Gestion des conflits collectifs	2	21	Ecrit 1h30	40
		Le mouvement social	1,5	14	ORAL	30
		Pratique de la négociation et de la médiation	1,5	14	Contrôle continu	30
		Droit pénal et administratif du travail		0	Contrôle continu	
4	Niveau Expert : Maîtriser les fondamentaux de la protection sociale et la gestion de la protection sociale complémentaire.	Pilotage du traitement juridique de la protection sociale	5	28	ORAL	100

BLOCS DE COMPETENCES de SPECIALITE						
5	Maitriser le déploiement de la stratégie et des outils RH	Outils et pratiques de GRH	4	30	Contrôle continu	80
		Gestion des rémunérations	2	12	Contrôle continu	40
		Gestion de la paie	1	9	Contrôle continu	20
		Formation et plan de développement des compétences	4	27	Contrôle continu	80
		Pilotage du changement et agilité	2	15	Contrôle continu	40
		Analytiques RH	1	9	Contrôle continu	20
6	Accompagner la transformation digitale de la fonction RH	SIRH : déploiement et gestion	0,5	12	Contrôle continu	10
		La digitalisation des outils RH : e-recrutement et e-learning	1	15	Contrôle continu	20
		Gérer les RH dans un environnement digital (chatbots, connexions, réseaux, outils collaboratifs)	1	12	Contrôle continu	20
		Droit du travail et données personnelles : RGPD, BDES	0,5	6	Contrôle continu	10
7	Gérer les risques et développer la responsabilité des professionnels RH	Déploiement de la politique RSE	1	15	Contrôle continu	20
		Audit social	0,5	12	Contrôle continu	10
		Analyse et pilotage des risques RH	0,5	6	Contrôle continu	10
		Qualité de vie au travail et prévention des RPS	1	15	Contrôle continu	20
	Bonification					2 x 2 %
	TOTAL SEMESTRE 3		46	438 H		920

Master Mention droit Social Parcours DMSE 2021-22- Semestre 4

UE	Libellé Bloc de compétences	Libellé Enseignement	ECTS	Heures	Nature épreuve	Total Points Note CM
BLOCS DE COMPETENCES TRANSVERSALES						
8	COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Pratique de l'anglais Lingaskills	UE sans crédits,	21	non-évalué	
9	APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	ACCOMPAGNEMENT SUVI ALTERNANCE	7	14	note alternance	140
10	DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Rédaction d'un projet professionnel appliqué et soutenance	7	21	Soutenance	140
	Bonification					2 x 2 %
	TOTAL SEMESTRE 4		14	56		280
	TOTAL ANNEE		60	494		1200

Annexe 2 : COMPETENCES ASSOCIEES Master Droit Social Parcours DMSE 2021-2022

LIBELLE BLOC DE COMPETENCES	COMPETENCES	LIBELLE ENSEIGNEMENT
COMPETENCES TRANSVERSALES		
USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Se servir de manière autonome des outils numériques	Outils de gestion et de communication
COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	Pratique de l'anglais Lingaskills
APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Gérer des contextes professionnels et/ou des études complexes Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif	ACCOMPAGNEMENT SUIVI ALTERNANCE
DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques Développer une conscience critique Conduire une analyse réflexive	Rédaction d'un PPA & SOUTENANCE
COMPETENCES DISCIPLINAIRES		
NIVEAU EXPERT : MAITRISER LE DROIT DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	Appliquer la technique contractuelle aux différents types de contrats de travail. Elaborer des actes juridiques courants (contrats de travail, avenant, courriers...) et d'actes spécifiques (procédure de licenciement pour motif personnel, disciplinaire, procédures de licenciement pour divers motifs : inaptitude, économique...) Elaboration des documents essentiels à la vie sociale de l'entreprise, ou autre organisme employeur, (règlement intérieur, procédures disciplinaires...)	La relation individuelle de travail
		Droit des conditions de travail
		Droit social européen et international

	Conseiller/Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail	Droit pénal et administratif du travail
NIVEAU EXPERT : MAITRISER LE DROIT DES RELATIONS SOCIALES DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	Mettre en place des instances de représentation du personnel et en organiser le fonctionnement conformément à la réglementation. Participer/animer la négociation collective Préparer les élections professionnelles Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail	Ingénierie de la négociation et des conflits
		Gestion des conflits collectifs
		Le mouvement social
		Pratique de la négociation et de la médiation
		Droit pénal et administratif du travail
NIVEAU EXPERT :MAITRISER LES FONDAMENTAUX DE LA PROTECTION SOCIALE ET LA GESTION DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE.	Analyser les évolutions des régimes obligatoires de protection sociale et identifier les impacts sur les régimes complémentaires et les offres de protection sociale supplémentaire au sein de l'organisme employeur Conseiller et accompagner les collaborateurs dans la mise en place et le suivi des régimes de protection sociale complémentaire et éventuellement supplémentaire Faire le lien entre les problématiques juridiques de la protection sociale et les autres branches du droit du travail et particulièrement les rapports collectifs et mesurer les impacts possibles pour l'organisme employeur	Pilotage du traitement juridique de la protection sociale
MAITRISER LE DEPLOIEMENT DE LA STRATEGIE ET DES OUTILS RH	Opérationnaliser et mettre en pratique les grandes théories en organisation et management Accompagner les managers pour leur donner des outils gérer et mobiliser leurs collaborateurs et équipes (motivation, engagement, satisfaction au travail...) Contribuer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie RH en alignement avec la stratégie de l'entreprise Mettre en place et améliorer les pratiques, outils et techniques RH pour attirer, retenir, fidéliser, inciter et développer le capital humain (recrutement, formation, rémunération, GPEPP, entretiens, développement de carrière...) Identifier les talents dans l'entreprise et accompagner les collaborateurs dans le développement de leurs compétences et employabilité	Outils et pratiques de GRH
		Gestion des rémunérations
		Gestion de la paie
		Formation et plan de développement des compétences

	Elaborer un budget propre à son champs d'activité tenant compte des contraintes économiques de l'entreprise Contrôler et mesurer la pertinence et la performance des outils RH en développant des approches de contrôle de gestion sociale	Pilotage du changement et agilité
		Analytiques RH
ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DIGITALE DE LA FONCTION RH	Maîtriser les outils informatiques fondamentaux pour la gestion opérationnelle des RH (Excel, SAP...) Analyser l'impact des évolutions technologiques sur la gestion des RH et les évolutions des métiers Connaître et accompagner la mise en place d'un SIRH (choix et déploiement des modules) Développer des pratiques RH recourant au digital : e-recrutement, e-learning, outils collaboratifs, chatbots, applications digitales RH Accompagner les managers et les collaborateurs dans la transformation digitale de l'organisation et des métiers	SIRH : déploiement et gestion
		La digitalisation des outils RH : e-recrutement et e-learning
		Gérer les RH dans un environnement digital (chatbots, connexions, réseaux, outils collaboratifs)
		Droit du travail et données personnelles : RGPD, BDES
GERER LES RISQUES ET DEVELOPPER LA RESPONSABILITE DES PROFESSIONNELS RH	Concevoir et mettre en œuvre une politique RSE pour développer l'engagement social de l'entreprise Mettre en place des démarches prenant en compte la dimension humaine, sociale et économique, environnementale d'une problématique donnée Déployer une démarche d'audit social Analyser les différents risques liés au périmètre et domaines RH Auditer, évaluer et analyser les risques associés aux politiques RH en cohérence avec des démarches RSE Identifier les risques psychosociaux, élaborer et surveiller les plans de prévention	Déploiement de la politique RSE
		Audit social
		Analyse et pilotage des risques RH
		Qualité de vie au travail et prévention des RPS



ANNEXE 3 – BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés,
sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.
Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.
La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours
Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques
Liste des enseignements donnant droit à bonification

Valorisation semestre 1 et ou 2

Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation au chœur des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels /

Ouverture des bonifications pour :

- lecture à haute voix
- chorale
- photographie argentique
- photographie numérique et nouvelles technologies
- musique assistée par ordinateur
- critique cinéma

Objectifs communs :

Développer une culture générale et artistique

Stimuler la créativité

Travailler l'oralité

Travailler son rapport à l'autre dans un groupe intergénérationnel et éclectique

Confronter son travail à un public.

Acquérir des qualités transférables dans la vie professionnelle et personnelle

Barèmes de notation : présentiel, implication, restitution.

En réflexion pour une bonification : l'atelier vidéo, arts plastique, écriture etc...

Inscription par formulaire auprès de l'Espace Culturel, gratuit pour les étudiants qui profitent des bonifications.

Engagement citoyen : Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).

.Concours d'éloquence ouvrant Droit à bonification : (Droit) Valorisation Semestre 2

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 9) Concours Claude Lombois droit international
- 10) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 11) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 12) European Human Rights Moot Court Competition
- 13) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 14) Concours Lysias
- 15) Concours national d'éloquence
- 16) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 17) Digital Law Moot Court Competition
- 18) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 19) Prix juridique Internet et media
- 20) Le marathon du droit
- 21) La Simulation de l'Organisation de l'aviation civile internationale
- 22) Les joutes de la Tesla